



LA GUINEE SELON ALPHA CONDE : L'opposant historique à l'épreuve du pouvoir

Cheick Oumar KANTÉ

28 mai 2012

cokante@wanadoo.fr

Après une élection présidentielle avec un deuxième tour différé avec des résultats non clairement acceptés par l'opposition, avec des élections législatives retardées avant de connaître un report sine die à l'heure de publication de cet article, une question taraude les Guinéens et les Africains. De quoi a peur Alpha Condé ?

Alpha Condé a prêté serment en décembre 2010 pour ouvrir une ère de démocratie où le peuple est réellement représenté. Mais, cet opposant historique semble modifier ses comportements à l'épreuve du pouvoir. Alors, il y a un mérite à mettre en valeur les paroles d'un même homme, Alpha Condé, hier opposant historique et aujourd'hui Président en fonction et organisant le retard dans les élections et donc dans l'expression libre du peuple. Est-ce un signe de faiblesse face aux pressions extérieures ? Aurait-il oublié les phrases de Sekou Touré qui choisissait la liberté dans la pauvreté en 1958 avant de verser lui aussi dans des formes répressives de refus de l'expression de son peuple ?

*Afrocentricity.info félicite **Cheick Oumar KANTÉ**, journaliste, de rafraîchir la mémoire de tous en publiant **cet entretien d'avril 1993 à Paris avec Alpha Condé l'opposant alors Président du Rassemblement du Peuple Guinéen (RPG)**, ce en référence au Président en exercice d'aujourd'hui.*

Rédaction afrocentricity.info

Cheik Oumar Kanté raconte...

Cet entretien aurait dû paraître dans son intégralité en 1993, soit un septennat avant la fin du dernier siècle du millénaire défunt. Et il aurait trouvé sa place dans les pages des GRANDES INTERVIEWS d'un des plus anciens et des plus célèbres hebdomadaires panafricains édités à Paris. L'Actualité chaude de l'époque l'y avait réduit à un simple encart d'une ou de deux colonnes sous le bandeau de rubrique CONFIDENTIEL/GUINÉE.

Ledit hebdo a, hélas, perdu en 2008 un des deux rédacteurs en chef, à mes côtés, quand j'ai recueilli sur dictaphone les propos de celui que l'on ne pouvait pas encore – et peut-être même pas du tout – estimer le mieux placé pour devenir un jour le Président de la République de Guinée. Ce, malgré son activisme tous azimuts d'ancien responsable syndicaliste de la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France). La Grande Faucheuse, il faut le dire, n'avait pas, en ce temps-là, si douloureusement et si massivement exprimé "ces suffrages" ayant réduit le personnel engagé dans la bataille politique qui pour une Guinée nouvelle qui pour une autre Guinée.

Ayant réalisé avec bonheur que le son et l'écrit, bien conservés, restent, il m'a semblé intéressant de publier in extenso, aujourd'hui plutôt qu'un autre jour, une interview qui pourrait permettre de focaliser l'attention sur la gestion politique mise en œuvre à Conakry



depuis décembre 2010. Un texte qui aiderait, il faut l'espérer, à émettre un début d'évaluation sinon de jugement définitif sur la nouvelle "gouvernance".

Libres, après, sont les Guinéens, à commencer par "le Premier" d'entre eux, le désormais Président de la Guinée, Alpha Condé, de voir la conformité ou la non-conformité de ses paroles et de ses actes et de mesurer le chemin parcouru de l'opposition au pouvoir. Pour mémoire, il a été élu au terme d'un second tour retardé de plus de quatre mois par 52,5% contre 47,4% (!) des électeurs guinéens. Après n'en avoir engrangé que 18,25% au premier tour face à son adversaire principal Cellou Dalein Diallo qui, lui, en avait recueilli 44% en pole position devant 24 candidats !...

À lui en premier, c'est-à-dire au Président élu, je tends donc cette sorte de miroir. Mais c'est bien à tous les Guinéens que j'offre ce qui pourrait constituer un canevas de réflexion sur le devenir – vraiment démocratique ? – de la Guinée en m'empressant de rappeler la seule ligne conductrice du moindre de mes écrits à ceux qui l'ignoraient ou qui m'auraient lu et oublié. Ladite ligne, c'est l'envie que la Guinée soit enfin aiguillée sur les rails du développement et du bonheur et, plus que tout, le souhait qu'elle demeure une Guinée où tous les Guinéens sont le Guinéen. Comme tous les Hommes sont l'Homme pour peu que l'on fasse siens les vœux d'un des plus grands poètes et parlementaires français de tous les temps.

LES SYNDROMES GUINÉENS

Dans l'immédiat, il faut déplorer l'inexistence d'un discours postélectoral, un seul, non pas fondateur ni encore moins fondateur, compte tenu des dérives tragiques qu'une telle vulgate a provoquées dans l'histoire des pouvoirs politiques dans le monde. De la part d'un élu, membre de la dynamique diaspora guinéenne, l'absence d'une "profession de foi" généreuse, donneuse d'envie de réconciliation et de vivre ensemble dans la mobilisation des intelligences vers les secteurs où elles pourraient être les plus efficaces, les unes et les autres, pourrait à n'en pas douter être "le péché originel".

Faudrait-il y voir la manifestation de l'autre syndrome typiquement, "génétiquement (!)" guinéen ? À savoir : être ce pays où les hommes politiques nouveaux, souvent anciennes victimes du pouvoir, deviennent vite des clones de bourreaux, frappés tant qu'ils sont de l'incapacité caractéristique à recourir au savoir et au savoir-faire des "éminences grises" parmi leurs compatriotes. Ils préfèrent rayonner avec force bagues, gourmettes, boubous empesés parce que richement brodés et babouches non moins ostentatoires sur une pléthore de médiocres courtisans, accourus de tous les pays. Le premier syndrome guinéen ? Je rappelle avoir osé le "diagnostiquer" dans une interview accordée à l'Observateur guinéen : « Être frappé du syndrome guinéen ? C'est, pour un dirigeant politique, présider aux destinées de populations parmi les plus pacifiques (...), dans un pays disposant de potentialités immenses, abritant de surcroît le Château d'eau de l'Afrique, et se complaire d'en faire l'un des pays les moins avancés de la planète ! »



Lisez donc avec attention les différents éléments de l'entretien avec l'ancien Président du RPG ! Faites-les vôtres ! Dégagez-en des conclusions, selon votre perception de la situation actuelle et suivant votre ambition pour la Guinée. Je ne manquerai pas, en ce qui me concerne, de faire état une autre fois de ma réflexion sur la question. Tant le sursaut guinéen est d'une extrême urgence.

Suggérez des pistes de sortie de crise puisque crise il y a, en effet, au pays d'Alpha Condé où les élections législatives qui auraient dû être organisées six mois seulement après la prestation de serment du Président élu ont été programmées à retardement et, finalement, reportées sine die.

À vivre et/ou à lire, à voir et/ou à entendre tout ce qui fait le quotidien de l'ex-pays d'Ahmed Sékou Touré, de Lansana Conté et de Dadis Camara, l'on ne peut s'empêcher d'estimer que crise grave, sinon chronique, il y a ! Et, à examiner, juste, la galerie de portraits des présidents guinéens, à nulle autre pareille, ne conviendrait-il pas de s'interroger sur la probable existence d'un foyer de contamination redoutable, "Sékoutoureya", peut-être ? N'y aurait-il pas, en somme, une sorte de fatalité de la quadrature du cercle du pouvoir guinéen sans aucun moyen d'y circonvenir de façon démocratique ? Ce qui expliquerait que soit une gageure, pour tout autre homme ou femme d'État, la simple réussite du minimum politique : à savoir ne pas ressembler aux précédents fossoyeurs de la Guinée !...

Aux Guinéennes et aux Guinéens mais aussi à tous les Amis de la Guinée de tenter d'y répondre, à la lecture de cette interview qui, à tous égards, n'a rien perdu de sa fraîcheur !

L'Hebdo : Vous arrivez de la Guinée. Quelles nouvelles apportez-vous ?

Alpha Condé : La Guinée, c'est le Togo en pire ! La situation y est explosive. Lansana Conté nous conduit directement vers la guerre civile. N'ayant fait que détruire depuis neuf ans, contrairement à Eyadema, il tient à conserver le pouvoir contre la volonté des Guinéens. De toute urgence, il faut l'obliger à organiser des élections transparentes pour permettre au peuple de Guinée de s'exprimer librement, enfin !

L'Hebdo : Vous parlez de la Guinée comme si on y était revenu neuf ans en arrière...

A.C. : Le régime actuel a tous les aspects négatifs de la Première République sans en avoir les positifs. On y torture et assassine autant qu'avant. En lieu et place du Camp Boiro, existent maintenant le Camp Alpha Yaya à Conakry et un autre Camp à Kindia.

L'Hebdo : De qui tenez-vous ces informations ?

A.C. : Des Guinéens qui ont été physiquement torturés sont réunis dans une Association, l'AVDR (Association des Victimes de la Répression). Dans un bulletin publié par eux, ils dénoncent nommément des tortionnaires : Hervé Bangoura, actuel ambassadeur de la Guinée



en Côte d'Ivoire et l'ancien ministre de l'Agriculture de Lansana Conté, Alseini Fofana. Ce dernier est le plus grand d'entre les tortionnaires.

L'Hebdo : Quel est l'état général de la Guinée, neuf ans après la mort de Sékou Touré ?

A.C. : La Guinée souffre en tout premier lieu de son manque d'infrastructures. Elle est le seul pays aujourd'hui où il faut emprunter des bacs, partout, pour traverser les fleuves. Et cela aussi bien sur des routes stratégiques comme Nzérékoré-Conakry et Nzérékoré-Macenta que sur la route internationale Labé-Tambacounda (au Sénégal). Rien que de Labé à Koundara, on met plus de cinq heures sur terrain plat. Pour aller de Mandiana à Siguiri, il faut revenir à Kankan alors qu'il suffirait d'un pont pour s'y rendre directement.

Les maisons guinéennes, surtout celles de la capitale, sont de véritables cages à lapins. Rien à voir avec les grandes villas aux jardins fleuris de Dakar ou d'Abidjan !

L'Hebdo : Il y a bien les maisons des ministres !

A.C. : Les ministres de Lansana Conté, oui ! Ceux de Sékou Touré étaient pauvres et pas un seul n'a fait de réalisations importantes. Pour ma famille, je viens de construire, moi, un immeuble de deux étages.

L'Hebdo : Et Siradiou Diallo ?

A.C. : Je ne m'occupe que de Lansana Conté, moi.

L'Hebdo : Une question indiscrette ! De quoi vivez-vous ?

A.C. : Après avoir longtemps enseigné, j'ai travaillé à Sucres et Denrées. J'ai fait des affaires et, à la sueur de mon front, j'ai gagné de l'argent. En dehors de la Guinée, tout le monde le sait.

L'Hebdo : Vous êtes donc un homme d'affaires et un homme politique.

A.C. : Ce que j'ai gagné dans les affaires, je le mets à la disposition de mon parti.

L'Hebdo : L'argent qui dort s'épuise.

A.C. : Je ne m'occupe plus d'affaires maintenant que je suis engagé dans la politique. Il ne faut pas mélanger les deux. L'on ne doit pas utiliser sa position politique pour gagner de l'argent. C'est antinomique. Depuis 1984, je me suis retiré des affaires.

L'Hebdo : Vous aviez donc gagné assez d'argent pour pouvoir tenir de 1984 à 1993 ?

A.C. : En tout cas, pour le moment, mon parti a réussi à se développer sans aucune compromission. Aucun homme d'affaires guinéen ne peut prétendre avoir donné de l'argent pour développer le RPG. Je le dis publiquement.



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

L'Hebdo : Votre parti, le Rassemblement du Peuple Guinéen, parlons-en ! Comment est-il organisé ?

A.C. : C'est un parti de masse, un parti démocratique. Au niveau des quartiers, se trouvent les comités. Au niveau des sous-préfectures, les sous-sections et des préfectures, les sections. Le tout fonctionne démocratiquement.

L'Hebdo : Est-ce que vous pouvez nous donner le nombre de militants ayant acheté leur carte d'adhésion au parti ?

A.C. : Actuellement, nous sommes en train de renouveler les cartes. Les 600.000 déjà imprimées ont toutes été achetées. On peut estimer aujourd'hui nos militants à 1 million de personnes. Et je précise que toutes nos cartes sont imprimées à Dakar, factures à l'appui. Pour satisfaire la demande, nous allons en commander encore 1 million.

L'Hebdo : Des membres de votre parti vous ont quitté avec fracas en vous reprochant vos méthodes staliniennes...

A.C. : Il s'agit d'un seul individu, Moussa Camara III, qui avait volé sous la Première République pour se réfugier en Côte d'Ivoire. J'ai voulu demander son exclusion du parti quand j'ai appris ses antécédents à mon retour en Guinée mais on m'a convaincu qu'il fallait accepter tout le monde. L'affaire Moussa III a été comme du pain bénit pour le RPG parce qu'il s'est enfin débarrassé d'un escroc. La réaction du parti et la manière dont il a traité la question ont montré que le RPG est un grand parti contre lequel on ne peut rien. Il faut savoir que c'est un leader politique qui a financé toute l'opération pour discréditer le RPG. Le leader en question a envoyé des milliers de lettres de Moussa III au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau et c'est le même qui, aujourd'hui, fait des pieds et des mains pour passer un accord avec le RPG sous le prétexte que nous sommes des amis !

L'Hebdo : Un nom !

A.C. : Mon seul combat, je le réserve à Lansana Conté et à son régime militaire.

L'Hebdo : Votre accusation est quand même très grave.

A.C. : Les Guinéens et tous ceux qui vivent en Guinée savent de qui il s'agit.

L'Hebdo : Comment expliquez-vous votre itinéraire ? Vous étiez un homme de gauche, marxiste-léniniste, votre parti l'était aussi. Vous êtes devenu un homme d'affaires. N'êtes-vous pas tout simplement un opportuniste ?

A.C. : D'abord, je vous fais remarquer que vous ne m'insultez pas du tout en rappelant mon passé gauchiste. J'ai été Président de la FEANF (NDLR : Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France) et j'en suis fier. Cela signifie que je me suis toujours battu pour



l'indépendance de l'Afrique, pour la démocratie et pour l'unité africaine. Hier, nous n'étions pas compris mais aujourd'hui, tout le monde nous donne raison. Que dit-on actuellement ? Il n'y a pas de développement sans démocratie. L'Afrique ne peut pas se développer sans grands ensembles. Nous avons eu raison 15 ou 20 ans trop tôt. Mais, je vous demande que faisaient, il y a vingt ans, les gens qui me critiquent. Tout gauchiste que j'étais, je combattais ceux qui pillaient l'Afrique. Le mouvement étudiant africain que j'ai dirigé s'est battu contre la domination de l'Afrique et j'en suis très fier. Quels étaient et quels sont toujours les enjeux ? Permettre aux Africains d'accéder au bonheur, d'avoir de quoi manger, de quoi se vêtir, et d'avoir un toit décent !...

L'Hebdo : Concrètement, avec quels pays avez-vous des contacts pour, éventuellement, constituer ces grands ensembles sans lesquels l'Afrique ne peut se développer ? Et, si vous accédez au pouvoir en Guinée demain, quel est le calendrier que vous allez adopter pour réaliser le bonheur des Guinéens ?

A.C. : Le moindre militant du RPG sait que notre priorité c'est l'enseignement. Et je dis que nous sommes prêts à consacrer 30 à 35% du budget national à l'enseignement. Sans la maîtrise du savoir, il n'y a pas de développement. Nous l'avons clairement dit en Guinée, si le RPG gagne les élections, nous allons détacher le personnel de l'enseignement et celui de la santé du statut général de la Fonction publique. Nous leur accorderons un statut privilégié afin qu'ils se consacrent entièrement à leur travail. Un pays marche sur ses deux pieds que sont l'enseignement et la santé. Avec une santé et un enseignement, performants, tous les autres secteurs sont faciles à développer.

L'Hebdo : La Côte d'Ivoire a consacré à son enseignement jusqu'à 40% de son budget et l'expérience du décrochage ne l'a pas mise à l'abri des problèmes actuels.

A.C. : Un proverbe soussou dit que la fourmi "respire" selon les capacités de sa "cage thoracique". Quant au décrochage ivoirien des enseignants de la Fonction publique, il a été un grand succès. La Côte d'Ivoire a attiré les meilleurs enseignants, les meilleurs médecins et, aujourd'hui, elle compte des médecins et des enseignants performants [parmi ses nationaux]. Sur les plans agricole, sanitaire et éducatif, la Côte d'Ivoire a adopté une politique admirable. Mais, hélas, elle ne maîtrise pas le marché international qui la prive de toutes ses recettes d'exportation.

L'Hebdo : Continuons d'égrener vos priorités.

A.C. : Notre deuxième priorité, ce sont les cultures vivrières et les cultures industrielles. Nous pensons que les cultures d'exportation doivent servir seulement de cultures d'appoint. La Guinée recèle d'immenses potentialités. Elle peut devenir rapidement auto-suffisante et même produire du riz pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire qui en sont de grands consommateurs. Quant aux cultures industrielles, une fois développées, elles donneront de la matière première à l'industrie guinéenne.

Le secteur informel productif est notre troisième priorité. Les experts se trompent en l'estimant mauvais. C'est plutôt le secteur informel spéculatif qui est un cancer. D'ailleurs, ce



dernier n'existe que par la collusion entre les hommes d'affaires et les dirigeants politiques. C'est le marché noir : l'importation sans acquittement des droits de douanes. Par contre, il y a le secteur informel productif, l'artisanat traditionnel et moderne, par exemple. Impossible, de nos jours, de développer l'Afrique sans en tenir compte ! On oublie trop souvent que l'Europe, pendant trois siècles, s'est développée à partir des PME. Les grandes entreprises n'ont été créées qu'à la fin du 19^{ème} siècle. Le tissu industriel guinéen naîtra de la transformation du secteur informel productif en PME. La Guinée dispose de nombreux ingénieurs agronomes formés qui peuvent aider à développer l'agriculture traditionnelle, c'est-à-dire avec les charrues. Compte tenu du niveau culturel et technique des paysans, il est inutile de les équiper en tracteurs et motopompes. Ils n'en tireront pas beaucoup de profit.

L'Hebdo : Certains observateurs pensent justement que l'Afrique survit grâce à ce secteur informel. Une fois récupéré, sera-t-il encore performant ?

A.C. : Je fais une distinction entre le secteur informel productif et le secteur informel spéculatif, comme je vous l'ai dit. Seul le premier permettra à l'Afrique de se constituer un tissu industriel.

L'Hebdo : Un cas de figure concret !

A.C. : Les cordonniers, les bijoutiers, les forgerons, les tisserands, les teinturiers et les teinturières ont une production artisanale qui peut être améliorée. Toutes les grandes maisons italiennes, célèbres pour fabriquer de belles chaussures, ne sont pas de grosses usines mais de petites entreprises artisanales. Donc, il s'agit de procurer des machines simplifiées aux artisans pour en faire de petits industriels.

L'Hebdo : Quelle politique générale intégrera toutes les idées que vous venez de développer ?

A.C. : Sans étatsisme, il faut quand même encadrer les acteurs économiques. Le libéralisme sauvage n'a réussi nulle part. Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont échoué. Il faut libéraliser à la base car l'homme ne travaille que s'il en retire un intérêt mais sans exclure l'intervention de l'État comme régulateur économique. Tous les investissements socialement rentables reviendront à l'État puisqu'aucun privé ne s'engagera dans des opérations qui ne soient pas financièrement profitables.

L'Hebdo : La théorie est connue, c'est celle des années 70 avec son corollaire : l'endettement de l'Afrique pour s'équiper.

A.C. : L'endettement de l'Afrique vient du boom pétrolier qui a libéré une masse énorme de pétrodollars. Les banques ne savaient plus quoi faire de tout l'argent disponible. L'investir mais où ? Alors, il a été décidé de le mettre à la disposition du continent africain. Ni les banques, ni les entreprises qui exécutaient les travaux sur le terrain ne prenaient des risques car elles étaient couvertes par la COFACE en France et par ses équivalents en Allemagne et en Angleterre. Les prétendus bureaux d'études qui appartenaient en réalité aux entreprises délivraient des certificats de faisabilité-bidons et le tour était joué. Ont vu ainsi le jour les



célèbres "éléphants-blancs" : sucreries surfacturées et autres usines dont on a juste posé la première pierre... La dette africaine est partie dans les poches des dictateurs africains et des hommes d'affaires occidentaux.

L'Hebdo : Revenons-en à la Guinée ! Le problème majeur, actuellement, n'est-ce pas la sécurité des biens et des personnes ?

A.C. : Dans la Guinée de Lansana Conté, le voleur a toujours raison quand il paye le juge. Alors, tout le problème est d'y créer un État de droit qui ait de l'autorité avec sa justice indépendante pour garantir la sécurité de tous. De toute façon, personne n'investira dans un pays où sa vie est constamment en danger. Avec une vraie justice, que l'on soit riche, pauvre, étranger ou national, on sera sûr d'être jugé équitablement.

L'Hebdo : Est-ce que l'insécurité en Guinée n'est pas liée au fait que le sort des miliciens de l'ancien parti-État n'a jamais été réglé ?

A.C. : Même le pouvoir actuel reconnaît que sous la Première République, il n'y a jamais eu de problèmes de sécurité en Guinée !

L'Hebdo : À qui ou à quoi, alors, faut-il imputer l'insécurité ?

A.C. : Aux forces de l'ordre, à la brigade antigang en particulier. C'est en leur sein, elles qui sont chargées d'assurer la sécurité des citoyens, que se recrutent les principaux bandits.

L'Hebdo : Comment expliquez-vous cela ?

A.C. : Les officiers supérieurs ont transformé la Guinée en une orange qu'ils sont les seuls à sucer. Alors, tous les autres se payent sur le dos du peuple.

L'Hebdo : Comment comptez-vous régler un tel problème ?

A.C. : Nous voulons d'abord avoir une armée et une gendarmerie véritables.

L'Hebdo : Donc licencier tous ceux qui...

A.C. : Comment licencier ? Dans l'armée guinéenne, il y a des officiers et des sous-officiers valables. Il s'agit de les regrouper enfin dans une armée nationale digne de ce nom, bien équipée et qui peut servir comme élément de développement économique. Aujourd'hui, nous avons des routes impraticables. Le génie militaire qui compte beaucoup d'ingénieurs peut les entretenir et construire des ponts. Dans le passé, l'armée a joué un rôle économique important en Guinée et dans d'autres pays. Donc, il ne faut licencier personne mais redéfinir le rôle de l'armée. À sa mission de défense du territoire face à l'extérieur, il faut lui adjoindre celle d'assurer la sécurité des citoyens et de participer à la vie économique.

L'Hebdo : Qu'advient-il de la gendarmerie et de la police ?



A.C. : "Le système D" se développe lorsque les gens sont mal payés. Des policiers bien rémunérés font correctement leur travail.

L'Hebdo : Vous parlez de payer ! D'où viendra l'argent ? Pensez-vous qu'en arrivant au pouvoir, les caisses de l'État se rempliront automatiquement ?

A.C. : Dans une Guinée bien gérée, l'argent ne manquera pas. Les rentrées douanières, à elles seules, devraient permettre de payer les salariés. Les paysans acquittent un impôt de 2000 FG qui ne sert à rien. Nous avons dit aux Guinéens que nous supprimerons les impôts des agriculteurs et des éleveurs. Même payés par 2 millions de personnes, cela ne fera guère que 4 milliards, une misère par rapport au budget guinéen potentiel ! Par contre, vous avez un petit groupe de grands commerçants qui organisent le pillage systématique du pays grâce à leur accord avec le gouvernement. Ils ne payent rien à l'État. Toutes leurs soi-disant affaires sont frauduleuses.

L'Hebdo : Des commerçants guinéens ?

A.C. : Guinéens et Libanais ! Par exemple, la fabrique de cigarettes locale, supposée avoir 60% du marché, connaît beaucoup de difficultés à cause de toutes les cigarettes importées frauduleusement et vendues moins cher. L'usine d'allumettes a fermé, quant à elle, à cause de la contrebande.

L'Hebdo : Tout cela montre bien qu'il ne va pas être facile de trouver de l'argent pour faire marcher l'administration.

A.C. : En 9 ans, la Deuxième République a reçu plus d'aides que la Première pendant 26 ans. 800 millions de dollars, rien que pour l'agriculture ! Où est passé tout cet argent ? Il a enrichi quelques barons du pouvoir associés à des trafiquants internationaux.

Par ailleurs, nous n'avons pas besoin de multiples ambassades et pourquoi un ministre devrait-il avoir une dizaine de voitures, de la Mercedes à la 205 en passant par la 4X4. Ce sont les dépenses inutiles et la corruption généralisée qui grèvent le budget de l'État. En épargnant tout ce qui est en trop dans le budget de fonctionnement de l'État, c'est-à-dire ce qui sert à entretenir les ministres, les militaires et autres dignitaires..., on dégage d'importants fonds qui pourraient être redéployés ailleurs.

L'Hebdo : Quid de la Guinée prise maintenant dans le contexte général africain ?

A.C. : La Guinée doit quitter sa zone monétaire autonome pour entrer dans une zone africaine. Mais, comme cette dernière n'existe pas, elle doit réintégrer l'UMOA, l'Union Monétaire Ouest-africaine. La Guinée n'est rien sans le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali, etc. Si le RPG gagne les élections, nous proposerons tout de suite un marché commun aux pays voisins. Dans un premier temps, nous adhérerons à l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal), l'ancienne OERS (Organisation des États Riverains du Sénégal) dont la Guinée est membre fondateur.



L'Hebdo : Nous croyions savoir que vous étiez contre le franc CFA !

A.C. : Je suis pour une zone monétaire purement africaine. Mais dans la mesure où elle n'existe pas encore, je suis pour le retour de la Guinée dans la zone CFA. Il faut savoir rester réaliste. L'intégration économique ne se fera que par étapes. D'abord, un ensemble ouest-africain, centre-africain, est-africain, sud-africain et nord-africain qui, plus tard, en s'intégrant créeront un ensemble unique.

L'Hebdo : Êtes-vous partisan ou adversaire de la dévaluation du CFA ?

A.C. : Seuls deux pays ont intérêt à la dévaluation du CFA : le Cameroun et la Côte d'Ivoire ! Leurs exportations vont augmenter mais s'ils gagnent à court terme, ils perdront à moyen terme. Le prix du cacao et du café n'augmentera pas pour autant, contrairement à celui des produits importés. Dans le contexte actuel, la dévaluation du CFA est un non-sens économique et financier.

L'Hebdo : Y a-t-il des thèmes, en particulier, sur lesquels vous auriez aimé vous prononcer ?

A.C. : La décentralisation ! Le grand drame de l'Afrique, c'est la toute-puissance de l'État. Il faut des pouvoirs régionaux qui contrebalancent les pouvoirs de l'État central. En Afrique, le même pouvoir est exécutif, judiciaire, parlementaire, économique et financier.

L'Hebdo : Le pouvoir politique, parlons-en ! Depuis 33 ans, le pouvoir a été pris ou perdu d'une certaine façon. Comment en finir une fois pour toutes avec les mœurs politiques anti-démocratiques ?

A.C. : On pourra parler de véritable démocratie quand, auront pris place dans tous les pays africains, des pouvoirs régionaux spécifiques avec des moyens financiers importants, une véritable société civile indépendante, une presse libre. Pas de presse étatique à part le Journal Officiel !

L'Hebdo : Iriez-vous jusqu'à accorder des subventions pour que se développe la presse privée ?

A.C. : Je préfère ne pas me prononcer sur la question.

Propos recueillis, décryptés et retranscrits par Cheick Oumar KANTÉ